L'Unité

Journal du Syndicat C.G.T. du Personnel de la Mairie de Sevrans
N°4 - Avril 2001

Une reconnaissance bien méritée

La C.G.T. estime nécessaire que la nouvelle municipalité prenne rapidement plusieurs mesures qui permettraient de répondre à des questions urgentes :

- élaboration d'un projet de construction de nouveaux ateliers en remplacement de ceux de la rue Mozart.
- ouverture de négociations sur la « prime de préfecture » et sur les retards dans les avancements de grade. L'action menée le 8 mars à l'initiative de la C.G.T. a démontré que les employés communaux sont très attachés à ces questions.
- convocation du groupe de travail sur la résorption de la précarité pour programmer la titularisation des emplois jeunes et préparer l'application de la loi Sapin
- recrutements dans le secteur Petite Enfance où les effectifs sont largement insuffisants.
- résolution des problèmes d'hygiène et de salubrité dans plusieurs services : Garage, Voirie (vestiaires), bibliothèque Albert-Camus (sous-sol),... Le Comité d'Hygiène et de Sécurité devra pour cela être régulièrement réuni.

Les personnels ne comprendraient pas que le changement de municipalité ne soit pas l'occasion de faire aboutir dans les meilleurs délais les dossiers restés trop longtemps dans les tiroirs de M. Oudot.

Au-delà de ces urgences, nous attendons de la nouvelle municipalité qu'elle rétablisse la confiance et le dialogue avec le personnel communal. **Par leur conscience professionnelle et leur sens du service public, les agents de la Ville ont su préserver l'essentiel des services publics municipaux. Ils ont amplement mérité une véritable reconnaissance de leurs efforts.**

Sommaire

- « Prime de préfecture » : on continue !
- La Petite enfance est-elle une priorité à Sevrans ?
- Convention des ATSEM : petit rectificatif
- La C.G.T. s'engage contre la précarité
- Emplois jeunes : d'abord des augmentations puis la titularisation !
- Elections : à quand la transparence dans le choix des agents chargés de tenir les bureaux de vote ?
- Sports : remettre le service à l'endroit
- Bibliothèque municipale : A la recherche du poste perdu
- Journées nationales d'action : Les communaux de Sevrans mobilisés !
- Gardes urbains : Circulez ! Emplois dans l'impasse

8 mars 2001, les employés communaux dans l'action avec la C.G.T.

« Prime de préfecture » : on continue !

Le 8 mars 2001, le Syndicat C.G.T. a convoqué une assemblée générale du personnel communal sur le thème de la « prime de préfecture » et des retards sur les avancements de grade 1999.

Cette initiative visait à répliquer à la décision du Maire de ne pas accorder la « prime de préfecture ». Il s'agissait par ailleurs de protester contre l'absence de recherche d'une forme de compensation pour les 64 agents ayant subi un préjudice financier en raison des retards dans les avancements de grade.

Le 7 mars, une délégation du Syndicat a rencontré M. Oudot, M. Gaudin et Mme Clinckemaillie. M. Oudot a maintenu sa position tout en laissant entendre que s'il était toujours en place à l'issue des élections, il serait disposé à négocier sur la « prime de préfecture ».

A l'occasion de cette rencontre, face aux accusations de récupération politique formulées par M. Oudot, **nous avons insisté sur le fait que notre démarche se plaçait sur un plan strictement syndical. Depuis quand la C.G.T. devrait-elle se mettre en sommeil à l'approche d'élections ?!**

Compte tenu d'un contexte sensible marqué par la proximité des élections, et vu que la CFDT – que nous avons sollicitée - n'avait pas souhaité s'associer à notre initiative, **on peut considérer que l'assemblée du 8 mars a été un succès**

puisqu'elle a mobilisé environ 150 personnes.

Une proposition de débrayage d'une heure a été votée par une majorité de participants. Un groupe s'est alors rendu devant la mairie pour un bref rassemblement tandis qu'un second groupe gagnait le marché pour distribuer un tract destiné aux usagers.

Ce tract se terminait ainsi : *« Nous entendons par ailleurs dénoncer ceux qui tentent d'opposer usagers et fonctionnaires. Les services publics municipaux sont aujourd'hui en crise et ce sont les usagers qui en subissent les premiers les conséquences. Pour conserver des services de qualité, la mairie de Sevrans ne doit pas laisser partir ses fonctionnaires. Il lui faut pour cela valoriser son personnel. ».*

La « prime de préfecture » reste donc au centre des préoccupations des employés communaux. Faire aboutir cette revendication passera par une démarche revendicative qui devra être la plus large et la plus unitaire possible.

Comme elle l'a toujours fait par le passé, la C.G.T. s'efforcera de favoriser une telle démarche.

Nous souhaitons que l'arrivée au commandes de la mairie d'une nouvelle équipe permette l'ouverture rapide de négociations.

La Petite enfance est-elle une priorité à Sevrans ?

Les crèches et PMI de Sevrans se trouvent dans une situation difficile. Cette question est d'importance car elle touche au bien-être des petits Sevransais. La Petite enfance devrait donc être une des priorités de la municipalité. On ne peut pas dire que cela ait été le cas durant les années précédentes.

Des effectifs insuffisants

A la **Crèche Les Colibris**, ce sont au moins 3 postes d'auxiliaire de puériculture qui manquent pour atteindre les normes d'encadrement. A la **Crèche Les Colombes**, un poste supplémentaire d'auxiliaire est nécessaire pour être en conformité avec les normes. C'est bel et bien la sécurité des enfants qui est en jeu. La précédente municipalité a été alertée à plusieurs reprises de cette situation, sans que cela ait provoqué chez elle de réaction significative.

Notons par ailleurs que des créations de poste d'assistantes maternelles à la **Crèche familiale** et à la **Crèche Les Colombes** permettraient de mieux répondre à la demande des usagers.

Des locaux vétustes ou inadaptés

La **Crèche Les Colibris** est dotée de locaux vétustes. La **PMI Colombes** doit quant à elle se contenter d'une superficie très réduite.

Ces équipements peuvent bénéficier des retombées du Grand Projet de Ville. Cela suppose néanmoins un suivi régulier du dossier et une concertation avec les agents concernés.

La C.G.T. souhaite que le mandat qui débute soit marqué par une attention soutenue de la municipalité pour la Petite enfance. Sensible aux besoins exprimés par les agents de ce secteur, la C.G.T. les assure de son soutien et les invite à la mobilisation.

Sports : remettre le service à l'endroit

L'ancienne municipalité avait fait le choix de laisser pourrir la situation au service des Sports. Ce n'est que sous la contrainte, face à la mobilisation du personnel, qu'elle a enjoint la direction de ce service de mettre un terme à certains abus.

La nouvelle municipalité doit conduire une remise en ordre du Service des Sports. Cela passera notamment par l'établissement d'un véritable dialogue entre direction et personnel. Cela doit aussi entraîner **la mise en place d'un organigramme respectant la logique des grades de la Fonction publique territoriale.**

La C.G.T., en liaison avec le personnel des Sports, sera particulièrement vigilante sur cette question.

La C.G.T. s'engage contre la précarité

Publiée au *Journal officiel* du 4 janvier 2001, la loi 2001-2 organise le plan de résorption de l'emploi précaire dans la fonction publique. Cette loi est issue du protocole d'accord Sapin du 10 juillet 2000. Dans le numéro 2 de *L'Unité*, nous vous avons présenté les grandes lignes de ce dispositif.

Au cours du Comité Technique Paritaire du 27 octobre 2000, la C.G.T. a obtenu la création d'un groupe de travail destiné à préparer l'application de la loi Sapin. Ce groupe de travail doit recenser les bénéficiaires potentiels de la loi. Il doit par ailleurs préparer l'intégration des emplois jeunes au personnel communal.

Fidèle à sa piètre conception du dialogue social, la précédente municipalité n'avait pas jugé bon de réunir ce groupe de travail.

Nous pensons que l'équipe nouvellement élue doit démontrer dans les meilleurs délais sa volonté d'aller vers une résorption drastique de l'emploi précaire à la mairie.

M. Gatignon, alors candidat, n'a-t-il pas écrit dans sa lettre du 8 février 2001 adressée au personnel communal : *« Il s'agit de redonner confiance à chaque salarié de la ville, de lui donner des perspectives d'avenir quel que soit son statut actuel : fonctionnaire territorial, contractuel, emploi-jeune... Pour cela, il faudra bâtir un plan de pérennisation des emplois, faire reculer la précarité, ouvrir des perspectives de formation et de promotion des agents. »*.

Dans ce but, **la convocation d'une première réunion du groupe de travail sur la précarité serait indéniablement la bienvenue.**

Emplois jeunes : d'abord des augmentations puis la titularisation !

Le 8 février dernier, le syndicat C.G.T. a remis à M. Oudot une pétition signée par 26 emplois jeunes. Nos collègues demandaient leur titularisation et, dans l'attente de celle-ci, des augmentations de salaire.

Tout en réaffirmant son souhait d'intégrer les emplois jeunes à la Fonction publique territoriale, M. Oudot nous a signifié par lettre du 20 février son refus d'augmenter la rémunération des emplois jeunes.

Nous n'imaginons pas un seul instant que la nouvelle équipe municipale puisse revenir sur l'engagement de l'ancien maire de titulariser les emplois jeunes. Nous serions par contre très surpris si elle décidait de s'en tenir à la position butée de M. Oudot sur la question de l'augmentation des salaires des emplois jeunes.

Elections : à quand la transparence dans le choix des agents chargés de tenir les bureaux de vote ?

La tenue des bureaux de vote constitue pour les agents une occasion d' « arrondir leur fin de mois » de manière sensible.

L'administration a fait le choix de s'appuyer à chaque échéance électorale sur un volet d'agents ayant déjà participé aux opérations de vote. Ce choix représente, il est vrai, une certaine garantie de bon déroulement des élections.

Cela nous semble acceptable dans la mesure où les agents concernés font partie des catégories de personnels qui se situent dans le bas de l'échelle des salaires.

Bien que l'administration fasse appel aux « habitués », de nouveaux venus sont en général nécessaires pour constituer les équipes chargées de tenir les bureaux de vote. Or, **cette année encore, des collègues n'ont pas vu passer de note de service sollicitant la participation des agents aux élections. L'administration doit, dans ce domaine, faire un effort de communication.**

Il serait en outre judicieux, dans un souci de transparence, que l'administration produise une note de service précisant les modalités selon lesquelles les agents tenant les bureaux de vote sont choisis.

Convention des ATSEM : petit rectificatif

Dans le numéro de février 2001 du *Grain de Sel*, nos collègues de la C.F.D.T. écrivent à propos de la convention des ATSEM : "*Voulu par la CFDT dès 1995, ce document est le fruit du travail des ATSEM avec notre syndicat.*"

La lecture de cette phrase pourrait laisser à penser que la C.G.T. n'est pas intervenue dans le processus qui a permis la mise en place de la convention. Bien évidemment, il n'en est rien.

La C.G.T. avait proposé un premier projet de convention bien avant 1995. Ce projet n'avait hélas pas abouti. Les ATSEM syndiquées C.G.T., les militants C.G.T., ont par ailleurs oeuvré pour l'application de la convention actuellement en vigueur.

Cette convention est le fruit d'un travail unitaire mené par les ATSEM avec le soutien de la C.G.T. et de la C.F.D.T..

Inutile de tirer, camarades : la couverture est assez grande pour tout le monde !

Bibliothèque municipale : A la recherche du poste perdu

Lors du mouvement revendicatif de 1999, le personnel avait obtenu la création de 6 postes dans le cadre du passage aux 35 heures. **Une création de poste devait être opérée à la bibliothèque.** Des emplois furent effectivement créés à la Voirie, à l'OPR, aux Sports et aux Espaces verts.

Ne voyant rien arriver à la bibliothèque, les organisations syndicales ont, courant 2000, interrogé la municipalité de l'époque à ce sujet. Celle-ci a alors osé répondre que le poste en question n'avait jamais été promis. Cet engagement ne figurait clairement sur aucun document mais il avait bel et bien été pris publiquement et même réitéré à plusieurs reprises.

La nouvelle municipalité aura-t-elle à cœur de marquer son attachement au développement de la lecture publique en accordant ce que M. Oudot avait fait semblant d'oublier ?

Les effectifs de la bibliothèque municipale de Sevrans, si on les compare à ceux d'autres équipements du département, sont loin d'être pléthoriques. Un poste supplémentaire est une vraie nécessité.

Il serait par ailleurs souhaitable que les agents et agents qualifiés du patrimoine puissent réellement bénéficier de l'augmentation de la prime de sujétion permise par le décret 91-875 du 6 septembre 1999. Cette bonification leur a en effet été versée à compter de la paie de février 2001, avant de leur être aussitôt retirée en vertu d'une délibération qui plafonne le régime indemnitaire ! Un terme doit être mis à cette situation absurde.

Enfin, l'instauration de la gratuité de l'inscription à la bibliothèque serait un signal fort d'attachement à la lecture publique en même temps qu'une prise en compte de la situation difficile de nombreux Sevransais.

Quel que soit votre statut, quelles que soient vos fonctions,

La C.G.T. est à vos côtés

Pour tout renseignement, besoin du soutien d'un délégué, contribution à *L'Unité*, contactez :

- Patricia SAN MARTIN (Union locale CGT : 01.43.84.00.53)
 - Michèle LEMOINE (OPR : 01.41.52.14.50)
- Baptiste TALBOT (Bibliothèque : 01.49.36.01.78 ou 01.43.84.87.20)
 - Michel LECOMTE (Service Logement : 01.49.36.52.28)
 - Henri DAHAN (Imprimerie : 01.49.36.52.00)

Journées nationales d'action : Les communaux de Sevrans mobilisés !

Les agents de la Ville de Sevrans ont activement participé aux journées d'action du 25 janvier 2001, pour la défense de la retraite à 60 ans, et des 30 janvier et 22 mars, pour l'augmentation des salaires des fonctionnaires.

Pour défendre la retraite à 60 ans

La grève du 25 janvier a été particulièrement suivie dans l'ensemble des services. L'Union locale C.G.T. de Sevrans avait affrété plusieurs cars pour emmener les grévistes de Sevrans et des communes voisines à la manifestation parisienne. **Une vingtaine d'agents de la mairie a participé à cette manifestation.**

La forte mobilisation du 25 janvier a contraint le patronat à revenir à la table des négociations. Elle a aussi constitué un sérieux avertissement au gouvernement, qui songe de plus en plus ouvertement à rallonger la durée de cotisation des fonctionnaires.

Nous déplorons que la C.F.D.T. et la C.F.T.C. aient finalement rompu le front syndical et l'unité des salariés en signant un mauvais accord avec les patrons. L'accord du 10 février 2001 prévoit en effet que « *parmi les choix que doit faire notre pays pour réformer son système de retraite* », la durée de cotisation est « *la variable d'ajustement possible* ».

C'est clair, pour le MEDEF et ses partenaires syndicaux, l'unique solution, c'est l'allongement de la durée des cotisations.

En dépit de ce revirement, la lutte continue : la C.G.T., F.O., la F.S.U., le Groupe des Dix et la CNT ont manifesté le 30 mars de République à Saint-Augustin pour une retraite solidaire et choisie à 60 ans après 37,5 annuités de cotisation pour tous.

Pour un partage de la croissance profitant aussi aux fonctionnaires

Les agents de la mairie se sont à nouveau mobilisés les 30 janvier et 22 mars pour défendre le pouvoir d'achat des fonctionnaires et réclamer un partage plus équitable de la croissance.

En compagnie des employés communaux de Tremblay et Villepinte, des hospitaliers de René-Muret et Robert-Ballanger, une délégation d'agents de la Ville de Sevrans a participé aux manifestations parisiennes dans le cortège C.G.T..

Dans les services, ces journées de grève ont été bien suivies et ont occasionné des fermetures d'équipements.

M. Sapin finira-t-il par entendre raison ? C'est en tout cas son intérêt et celui de M. Jospin.

Les agents de la mairie de Sevrans peuvent quant à eux se féliciter d'avoir apporté une contribution significative à des moments forts de mobilisation pour la défense des intérêts des salariés.

Gardes urbains : Circulez ! Emplois dans l'impasse

Si dans les services publics un emploi est sans avenir, c'est bien celui de garde urbain. **Pourquoi cette profession pourtant bien utile et parfois ingrate n'offre-t-elle aucune perspective de progression de carrière ?**

La grille de la Fonction publique territoriale ne permet pas à ce cadre d'emploi d'évoluer. Nos collègues, pourtant présents dans les zones urbaines sensibles, ne peuvent même pas prétendre à la NBI « ZUS ». Quelle injustice !!!

Cette situation, pourtant à l'ordre du jour du dernier Comité Technique Paritaire n'a pu être évoquée. La séance a en effet été écourtée par les représentants syndicaux en protestation à la réponse négative de M. Oudot aux revendications du personnel

portant sur la « prime de préfecture » et sur les avancements de grade 1999.

Aujourd'hui, avec de nouveaux interlocuteurs, nous espérons aborder le problème de la carrière des gardes urbains dans de meilleures conditions.

Pour ce faire, plusieurs pistes sont à étudier :

- transformation des postes de gardes urbains en postes de policiers municipaux tout en gardant les fonctions actuelles
- déroulement de carrière du secteur technique

Nous inscrirons à l'ordre du jour du prochain CTP cette question en espérant **trouver une solution le plus rapidement possible.**

La C.G.T. accueille toutes les catégories de personnels.

Se syndiquer, c'est intégrer un réseau de solidarité, être informé sur la vie des services, participer au fonctionnement du syndicat, défendre ses droits au quotidien, en conquérant de nouveaux. Alors rejoignez-nous !